

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Band: 42 (2016)
Heft: 1

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Buchbesprechungen / Recensions critiques / Book Reviews

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Changements sociétaux à l'ère digitale : nouvelles publications, nouvelles directions de recherche

Mihaela Nedelcu*

Article de revue de :

Reed, Thomas Vernon : *Digitized lives. Cultures, power and social change in the Internet era*. New York : Routledge. 2014. 237 p.

Madianou, Mirca & Daniel Miller : *Migration and new media. Transnational families and polymedia*. London et New York : Routledge. 2012. 175 p.

Castells, Manuel : *Networks of outrage and hope. Social movements in the Internet age*. Cambridge : Polity Press. 2012. 306 p.

1 Introduction

Dans le sillage de la révolution technologique cybernétique, la fin du XX^{ème} siècle a été marquée par des changements sociétaux inédits jusqu'alors et dont Manuel Castells (1996; 1997; 1998) a livré une première analyse dans sa monumentale trilogie « L'ère de l'information ». Depuis, l'analyse des impacts sociaux de cette révolution, et en

particulier des effets de la démocratisation de l'accès aux technologies d'information et de communication (TIC), s'affine sans cesse. En outre, de nouveaux champs d'études – tels les “digital cultures” et les “digital humanities” – connaissent un vrai essor et les sciences sociales sont appelées à se mettre à l'heure du numérique, en questionnant non seulement de nouvelles facettes des phénomènes sociaux, mais aussi les nouveaux enjeux épistémologiques et méthodologiques qu'elles doivent relever. En effet, s'il transforme les façons d'être et d'agir dans le monde social au quotidien, engageant un renouvellement indéniable des pratiques sociales, le numérique s'est également immergé dans la pratique des sciences sociales, à la fois comme instrument, méthode et terrain de recherche (Bourdaloie 2013).

Parmi les publications récentes témoignant d'un foisonnement sans précédent des études sur les transformations sociales à l'ère d'Internet, notre intérêt s'est porté sur trois ouvrages. Le premier, *Digitized lives. Cultures, power and social change in the Internet era* (Reed 2014), a une portée générale et ambitionne un état des lieux actuel des approches questionnant les effets réciproques des interactions entre technologies numériques et cultures. Les deux autres – *Migration and new media. Transnational families and polymedia* et *Networks of outrage and hope. Social movements in the Internet age* – analysent de manière approfondie les impacts du numérique dans deux domaines particuliers de la

* Université de Neuchâtel, CH-2000, mihaela.nedelcu@unine.ch.

vie sociale : le fonctionnement des familles transnationales dans un environnement *poly-media* (Madianou et Miler 2012) ; et l'émergence de nouvelles formes de mouvements sociaux dans le sillage de réseaux autonomes de communication (Castells 2012). Ces trois exemples illustrent différents changements qui s'opèrent, à différents niveaux, dans les façons d'« être social » à l'ère numérique.

2 *Cultures digitales, pouvoir et changement social à l'ère d'Internet*

Reed (2014) tente de circonscrire le champ interdisciplinaire des *digital cultures* – c'est-à-dire des “*social relationships that occur through immersion in the realm of the Internet, video games, smartphones and other high-tech platforms and devices*” (Reed 2014, 2) – en partant d'une critique de la théorie du déterminisme technologique. Dans le premier chapitre de son livre, tout en montrant que l'usage des TIC dépend à la fois de la nature intrinsèque de la technologie même, et du contexte économique, politique et socioculturel de sa production, il met en évidence l'intérêt des approches dites « technoculturelles », qui “*argue that technologies and cultures can never be neatly separated, because technical innovations are always created by individuals and groups deeply shaped by cultural assumptions and biases, and technologies are always used in particular cultural contexts which reshape them even as they reshape the cultural contexts*” (Reed 2014, 11). Pour une étude complexe et complète des cultures digitales, il identifie quatre principaux axes/composantes à analyser : (1) la *production*, autrement dit les acteurs et les contextes sociopolitiques et économiques qui contribuent au développement des TIC ; (2) les *contenus*, c'est-à-dire les différents formats des informations et des communications (textuel, visuel, verbal) et les enjeux autour de ces formats ; (3) les *publics*, soit l'étude des usagers et de l'utilisation des TIC, ainsi que des impacts culturels de cette utilisation ; et (4) l'évolution ou l'histoire des technocultures, et notamment les changements apportés par l'introduction de nouvelles technologies.

A partir de ces lignes-forces de son argument, l'auteur propose, dans les huit chapitres thématiques qui structurent son ouvrage, une grille de lecture des impacts sociaux des TIC. Il commence avec une analyse historique des conditions qui ont conduit à l'émergence des technologies et des réseaux qui véhiculent les cultures digitales, pour se focaliser ensuite sur l'impact de ces cultures dans différents domaines de la vie sociale, se rapportant à : *l'identité* (anonymat, intimité, dichotomie online/offline, cyborgs, impérialisme culturel versus démocratisation des cultures digitales, ...) ; *les inégalités* (et notamment le renforcement et la redéfinition des inégalités en termes de genre, d'ethnicité et de handicap physique) ; *la sexualité* (l'impact d'Internet sur les attitudes et les pratiques sexuelles, les représentations de la sexualité, le trafic sexuel, ...) ; *la participation civique et politique* (e-démocratie, activisme online et mouvements sociaux, cyber terrorisme, ...) ; *la violence* (vue par le prisme des conséquences des jeux en ligne) ; *l'éducation* (l'usage des TIC dans les processus de formation, et les effets du *digital divide*) ; *l'inclusion et l'exclusion digitales* (fortuites ou choisies, avec une réflexion plus poussée quant au rôle des TIC pour accéder à, adapter et créer des connaissances). Il montre ainsi qu'une grande diversité d'approches thématiques et conceptuelles peut être mobilisée pour l'étude des cultures digitales et des dimensions sociales des cyberspaces.

En conclusion, Reed rappelle que les cultures digitales représentent un champ dynamique et en perpétuel mouvement, car de nouvelles technologies, à peine naissantes (par exemple les Google Glass, les implants nanotechnologiques médicaux, l'intelligence artificielle, ...), se développent à toute vitesse ; en même temps que leurs usages restent à inventer. Il souligne également que ces technologies auraient le potentiel de définir à l'avenir un nouvel équilibre dans les rapports de pouvoir et entre aspects culturels, économie et environnement.

Si l'approche interdisciplinaire et anti-déterministe adoptée par l'auteur est sans doute

salutaire, l'ouvrage présente certaines limites. Tout d'abord, il perd en force argumentative en raison d'un style parfois trop journalistique. Ensuite, une certaine confusion persiste dans la terminologie utilisée, entre les nouvelles formes culturelles – *cyberculture* ou *digital culture* – qu'il analyse, et le champ émergent, plus large, des "digital cultures". Aussi, l'auteur n'aborde pas la question sensible des méthodes de recherche à adopter pour investiguer des terrains virtuels et des objets digitaux, évitant ainsi de s'inscrire dans le débat autour des *virtual methods* (Hine 2013) et des *digital methods* (Rogers 2013). Cela dit, le lecteur appréciera sans doute une bibliographie très riche, assortie d'un glossaire fort utile pour naviguer dans l'univers digital qui s'enrichit continuellement. Il faut ajouter que l'auteur propose un site web¹ comme compagnon de son livre.

3 Liens familiaux transnationaux et *polymedia*

Dans le champ des études migratoires, les figures du *migrant connecté* (Diminescu 2005) et du *migrant online* (Nedelcu 2009) se sont imposées comme l'incarnation d'un double changement paradigmatique : le nouveau paradigme de la mobilité (Sheller et Urry 2006) et celui de la société en réseaux (Castells 1998). C'est dans cette perspective épistémologique que s'inscrit l'ouvrage de Madianou et Miller (2012) qui aborde les transformations introduites par l'usage de différentes TIC dans le fonctionnement des familles transnationales, et plus particulièrement dans l'exercice d'une forme transnationale de la maternité (*transnational mothering*). Nourrie par une étude ethnographique, comparative et multi-située, l'analyse de ces transformations est basée sur le cas exemplaire de femmes philippines installées à Londres et à Cambridge qui ont vécu une séparation de longue durée avec leurs enfants restés dans le pays d'origine. En se focalisant sur les effets de la communication médiatisée par les TIC sur les relations mère-enfant en

contexte transnational et dans un environnement multi-média qui s'est complexifié au fil des années, les auteurs construisent progressivement et de manière convaincante une double théorie :

- 1) une *theory of polymedia* comme cadre explicatif du contexte technologique actuel "of proliferating communicative opportunities" (2012, 8). En effet, ils montrent que l'existence "of multiple alternatives within an integrated communicative structure leads to a different environment for relationships themselves" (2012, 14). Dans ce sens, la notion de *polymedia* permet de capter les significations ainsi que les conséquences sociales et émotionnelles des choix technologiques que les acteurs font à chaque moment dans leurs pratiques de communication à distance, selon des critères divers (accessibilité, coûts, compétences, ...). Elle révèle également la façon dont ces choix reflètent les caractéristiques des relations mère-enfant (en termes de sociabilité, pouvoir, émotions), traduisant ainsi des manières d'assumer ou d'éviter des implications émotionnelles lourdes, voire certaines formes de responsabilité morale ;
- 2) une *theory of mediated relationships* qui repose sur une prémisse de co-construction des relations sociales et des technologies de communication. Les auteurs soulignent que les régimes de *polymedia* rendent possible des formes nouvelles de co-présence car "they can make the absent other 'tangible'" (2012, 144), conduisant à une démythisation de la présence comme dimension inéluctable des relations sociales. En même temps, leur analyse révèle le caractère ambivalent des relations parents-enfants, et la capacité des environnements *polymedia* à maintenir "the ideal distance for the development of pure relationships" (2012, 150). Mais ils rappellent aussi que les technologies communicatives sont largement socialisées au sein des relations qu'elles médiatisent.

1 http://culturalpolitics.net/digital_cultures.

L'apport théorique de cette étude est original et solide, offrant un cadre analytique des changements opérés au niveau des relations sociales à l'ère digitale, qui présente un intérêt heuristique dans des contextes empiriques diverses. Mais l'intérêt de cet ouvrage réside aussi dans sa démarche ; car, pour en déduire leurs théories, les auteurs traversent plusieurs étapes qui se reflètent dans la structure du livre. Ils documentent avec minutie, dans une perspective historique, l'ampleur et les conditions structurelles des migrations féminines philippines ; les facteurs push/pull qui motivent ces migrations ; les anciennes technologies de communication transnationale (lettres et cassettes), leurs caractéristiques intrinsèques (matérialité, temporalité, ...) et leur place dans les dynamiques migratoires ; les changements introduits par la diversité de nouvelles TIC, et leurs significations par le prisme des mères migrantes qui vivent "a more complete experience of mothering" (2012, 75), et de leurs enfants restés dans le pays d'origine ; ainsi que les spécificités de chaque type de support/technologie "of relationships" qui marquent différemment de leur empreinte les formes et les significations des communications engagées dans les rapports mère-enfant. Le lecteur est ainsi conduit à suivre les enchaînements d'une argumentation convaincante, et à apprécier la capacité des auteurs à articuler finement ces enchaînements sur plusieurs niveaux, macro et micro, empirique et théorique.

4 *Mouvements sociaux, contestation et pouvoir à l'ère numérique*

Le dernier livre de Castells s'attelle à une analyse à chaud des mouvements/soulèvements populaires globaux qui ont ponctué l'actualité de l'année 2011 et ont eu des conséquences politiques et sociales de taille dans un monde fait d'interdépendances complexes et multiples. Différentes mobilisations qui se sont propagées rapidement via les réseaux sociaux et les TIC, entraînant des effets en cascade à échelle globale, sont étudiées dans cinq des huit chapitres de cet ouvrage : les réactions à la crise globale en Tunisie et en Islande ; la

révolution en Egypte ; le printemps arabe ; le mouvement 15-M initié en Espagne ; et Occupy Wall Street. A partir de ces exemples, il met en évidence un changement significatif dans la nature et l'étendue des mouvements sociaux, leviers du changement social : les individus connectés en réseaux (numériques) trouvent dans les TIC et les plateformes associées (réseaux sociaux, Twitter, blogs, etc.) les instruments pour dénoncer le défaut de légitimité des pouvoirs, contester l'ordre établi et se positionner en contre-pouvoir. Castells (2012, 221) décrit l'émergence d'un nouveau modèle de mouvement social en réseau, qui peut être caractérisé ainsi : "Because they are a network of networks, they can afford not to have an identifiable centre, and yet ensure coordination functions, as well as deliberation, by interaction between multiple nodes. Thus, they do not need a formal leadership, command and control centre, or a vertical organization to distribute information or instructions". En d'autres termes, ce modèle traduit une structure fortement décentralisée, horizontale, sans frontières déterminées, locale et globale à la fois, et qui prend forme dans une sorte de "third space" (Castells 2012, 222), c'est-à-dire un « espace d'autonomie » hybride, commençant dans l'espace virtuel et s'actualisant dans l'occupation des espaces urbains publics. Ces mouvements sociaux se déploient aussi sur une double temporalité – celle du "timeless time" (Castells 2012, 223) – de l'action expérientielle immédiate et de l'anticipation d'un changement historique. Forts d'une capacité de réplication virale (propre à Internet) et d'une indéniable dimension autoréflexive, ces mouvements proposent "a new utopia at the heart of the culture of networked society: the utopia of the autonomy of the subject vis-à-vis the institutions of society" (Castells 2012, 228). Ils concrétisent un sens de "togetherness" que les technologies de "mass-self communication" (Castells 2013 [2009] ; Castells 2012) rendent possible par-dessus frontières et territoires. Ces mouvements sont aussi culturels, en ce qu'ils "share a specific culture, the culture of autonomy, the

fundamental cultural matrix of contemporary societies” (Castells 2012, 230).

La lecture de ce livre est captivante et Castells utilise des exemples de « réseaux d'indignation et d'espoir » (*networks of outrage and hope*) qui s'avèrent des illustrations fascinantes de ses thèses. En même temps, son travail n'est pas exempt d'aspects critiques; Fuchs (2012, 787) le qualifie même de “highly speculative”, car à son avis il manque de substrat empirique rigoureux. En effet, l'auteur se contente d'observer et de décrire ces mouvements à partir d'une analyse des sources existantes, le plus souvent webographiques, sans pour autant confronter ses analyses et interprétations à des données empiriques produites en contexte de recherche (par des observations directes, enquêtes par entretiens ou autre). Cette lacune ne nous semble pas essentiellement problématique, mais la critique soulève à nos yeux un autre aspect crucial dans l'étude d'impacts sociaux d'Internet: quel statut accorder à la masse de données numériques qui s'offrent à l'observateur/chercheur; quels outils mobiliser ou développer pour en faire usage dans la recherche? Ce point méthodologique n'entre pas explicitement dans les préoccupations de Castells, alors qu'il pourrait aider à renforcer la crédibilité de ses thèses. Une autre critique, à laquelle nous pouvons cette fois souscrire, concerne une approche trop techno-déterministe, idéalisant la capacité d'Internet – en tant qu'espace de communication qui échappe au contrôle des gouvernements – à renforcer l'autonomie et la participation politique des individus (Barassi 2013); et ainsi à même de cristalliser de nouvelles formes de contre-pouvoir.

Ces critiques devraient toutefois être nuancées si l'on situe cette contribution récente comme une étude contextuelle de cas qui vient consolider l'apport indéniable de Manuel Castells à une sociologie de la société en réseaux, dans laquelle la question du changement social est toujours transversale. Dans sa trilogie *L'ère de l'information*, l'auteur constatait déjà que « le pouvoir n'est plus concentré dans les institutions (l'Etat),

des organisations (les firmes capitalistes) ou des instances de contrôle symbolique (les médias, les Eglises) » (Castells 1999, 425); pour lui, le nouveau pouvoir « réside dans les codes (informations) et les images (représentations) autour desquels les sociétés organisent leurs institutions et les individus leurs comportements et leur vie. Ses sièges, ce sont les esprits » (Castells 1999, 432). Dans ce contexte, les mouvements sociaux se renouvellent fondamentalement dans « une forme d'organisation et d'intervention décentralisée, en réseaux, caractéristique des nouveaux activistes sociaux » (Castells 1999, 434–435). Comme l'auteur même l'affirme, l'analyse qu'il nous livre n'aboutit pas à une théorie nouvelle; elle renforce plutôt la théorie du pouvoir élaboré dans son précédent ouvrage *Communication power* (Castells 2013 [2009]), en illustrant – à travers les études de cas choisis – le rôle des réseaux de communication dans le processus de fabrication du pouvoir.

5 Conclusion

Au terme de cette brève analyse des trois ouvrages choisis, nous pouvons souligner un intérêt certain pour le développement de nouveaux cadres analytiques des changements sociétaux à l'ère digitale, s'inscrivant dans le vif débat concernant plus généralement un renouveau des théories sociales. Comme le montre Reed (2014), cet intérêt est accéléré par des transformations fulgurantes sur le plan des TIC, et des usages qui ne cessent de se diversifier et de se complexifier, avec des influences significatives sur les manières d'être et de faire en société, malgré des inégalités persistantes dues au *digital divide*. En même temps, ce développement se nourrit incontestablement d'un croisement des regards disciplinaires, et des études empiriques approfondies sur des thématiques spécifiques (ici, plus particulièrement celles du *transnational mothering* (Madianou et Miller 2012) et des nouveaux mouvements sociaux (Castells 2012) qui permettent de comprendre les voies complexes de changement social que l'ère digitale ouvre.

Cependant, il devrait encore s'accompagner, à notre avis, d'une réflexion systématique sur les méthodes à utiliser, voire à développer, pour étudier des objets nouveaux et dynamiques, qui changent à « coup de clic », et traiter des données qui, alors qu'elles sont produites en dehors du cadre de la recherche (comme c'est par exemple le cas des *big data*), peuvent représenter des sources importantes de connaissance. À ce sujet, les enjeux pour les sciences sociales restent de taille.

6 Références bibliographiques

- Barassi, Veronica. 2013. Review – Networks of outrage and hope. *E-International Relations*, 27 février 2013, <http://www.e-ir.info/2013/02/27/review-networks-of-outrage-and-hope/> (07.09.2014).
- Bourdeloie, Hélène. 2013. Ce que le numérique fait aux sciences humaines et sociales. *tic&société* 7(2), <http://ticetsociete.revues.org/1500> (05.10.2015).
- Castells, Manuel. 1996. *The Rise of the Network society. The information age: economy, society and culture, volume I*. Cambridge, MA et Oxford, UK: Blackwell.
- Castells, Manuel. 1997. *The Power of Identity. The information age: economy, society and culture, volume II*. Cambridge, MA et Oxford, UK: Blackwell.
- Castells, Manuel. 1998. *End of Millennium. The information age: economy, society and culture, volume III*. Cambridge, MA et Oxford, UK: Blackwell.
- Castells, Manuel. 1999. *Le pouvoir de l'identité*. Paris: Fayard.
- Castells, Manuel. 2012. *Networks of Outrage and Hope. Social movements in the Internet age*. Cambridge: Polity Press.
- Castells, Manuel. 2013 [2009]. *Communication Power*. Oxford et New York: Oxford University Press.
- Diminescu, Dana. 2005. Le migrant connecté. Pour un manifeste épistémologique. *Migrations Société* 17(102): 275–292.
- Fuchs, Christian. 2012. Some reflections on Manuel Castells' book *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age. Communication, Capitalism and Critique. Journal for a Global Sustainable Information Society* 10(2): 775–797, <http://www.triple-c.at/index.php/tripleC/article/view/459> (12.10.2015).
- Hine, Christine (éd.). 2013. *Virtual Research Methods*. Four Volume Set. London: Sage.
- Madianou, Mirca et Daniel Miller. 2012. *Migration and New Media. Transnational families and polymedia*. London et New York: Routledge.
- Nedelcu, Mihaela. 2009. *Le migrant online. Nouveaux modèles migratoires à l'ère du numérique*. Paris: L'Harmattan.
- Reed, Thomas Vernon. 2014. *Digitized Lives. Cultures, power and social change in the Internet era*. New York: Routledge.
- Rogers, Richard. 2013. *Digital Methods*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Sheller, Mimi et John Urry. 2006. The new mobilities paradigm. *Environment and Planning A* 38: 207–226.
- Baur, Nina & Jörg Blasius (Hrsg.): **Handbuch Methoden der empirischen Sozialforschung**. Wiesbaden: Springer VS. 2014. 1 126 S.

Das Handbuch Methoden der empirischen Sozialforschung setzt sich durch seinen Fokus auf die Datenerhebung von der Masse methodischer Handbücher auf dem deutschsprachigen Markt ab. Die Thematik wird in 88 Beiträgen unter Mitwirkung von 120 Autorinnen und Autoren in bislang unerreichtem Umfang und Detaillierungsgrad vorgestellt. Durch die gesamten 1 126 Seiten zieht sich ein pragmatischer roter Faden: «[P]rimär sollte es in den Sozialwissenschaften darum gehen, Fragen zu beantworten» (Baur, Blasius 2014, 42). Diesem Credo folgend, beschränkt sich das Handbuch weder ausschliesslich auf qualitative oder quantitative Methoden der Datenerhebung, sondern stellt beide Strategien und ihre Integrationspotenziale vor. Ähnlich dem zur gleichen Zeit erschienenen «Methoden-Lexikon für die Sozialwissenschaften» (Diaz-Bone, Weischer 2014) richtet es sich damit an eine Leserschaft, die bereits

eine konkrete Frage zu beantworten hat oder ein bestehendes Vorwissen ergänzen möchte.

Im Gegensatz zu methodischen Lehrbüchern wie beispielsweise Diekmann (2014) oder Schnell, Hill, Esser (2013), versucht das Handbuch nicht, alle Aspekte der empirischen Sozialforschung von ihrer historischen Entwicklung bis in die Details der Analysemethodik zu erklären. Zwar lassen sich Erhebungs- und Analysestrategien nicht voneinander trennen, die durchschnittlich elf Seiten langen Beiträge befassen sich jedoch nur mit jenen Eigenschaften der Auswertung, ohne die sich keine sinnvolle Erhebungsstrategie entwickeln lässt (Baur, Blasius 2014, 46). Dementsprechend finden sich zur tiefergehenden Beschäftigung mit der Datenauswertung zahlreiche Verweise u. a. auf die beiden genannten Werke, wie auch das eng verwandte Handbuch von Wolf und Best (2010) zur quantitativen Analyse sowie von qualitativer Seite auf Flick, von Kardoff und Steinke (2013).

Der erste Teil (S. 63–262) des Handbuchs befasst sich in 15 Kapiteln mit «Grundlagen der empirischen Sozialforschung». Der Anspruch, sich sowohl für «BA- und MA-Studierende» als auch als «Nachschlagewerk für gestandene Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftler sowie für Praktikerinnen und Praktiker in den kommerziellen Markt- und Sozialforschungsinstituten» zu eignen, wird an Strukturierung und Breite dieses Teils deutlich (Baur, Blasius 2014, 39). Aufeinander aufbauend und in je eigenen Kapiteln werden Themen der theoretischen Fundierung empirischer Sozialforschung, der Forschungsethik, des Forschungsdesigns bis hin zu Aspekten der Sekundäranalyse qualitativer und quantitativer Daten sowie die Präsentation der gewonnenen Erkenntnisse diskutiert. Gerade die beiden Kapitel zur Ergebnispräsentation quantitativer und qualitativer Daten sind ein gutes Beispiel dafür, wie sich das Handbuch von vergleichbaren Werken absetzt: Es diskutiert nicht nur die technischen Details der Datengewinnung, sondern auch ihnen vor- und nachgelagerte Aspekte mit der gleichen Aufmerksamkeit

und als Teil eines stets übergeordneten Forschungsprozesses.

Teil 2 (S. 263–453) nutzt diese Basis, um in weiteren 15 Kapiteln «Stichproben, Datenaufbereitung und Güte» zu diskutieren. Fragen der Stichprobenziehung, Datenaufbereitung und Datenbereinigung sowie Gütekriterien werden für die qualitative und quantitative Sozialforschung getrennt in eigenen Kapiteln bearbeitet. Über die technischen Probleme der Datengewinnung geht dieser Teil mit Beiträgen wie «Einstellungen zu Befragungen», «Interviewereffekte» und «Fälschung von Interviews» hinaus. Diese Aspekte können erheblichen Einfluss auf die Qualität sozialwissenschaftlicher Forschung haben, werden jedoch häufig nur als Randnotiz wahrgenommen. Das Kapitel «Paradaten» verdeutlicht, dass in Erhebungskontexten mehr Daten anfallen, als beispielsweise in einen Fragebogen eingetragen werden, so etwa Kontaktprotokolle, Interviewernotizen oder Logdateien bei Onlinebefragungen. Mit ihrer Hilfe kann Problemen der Abdeckung, der Antwortverweigerung und potenziellen Messfehlern auf empirischer Basis begegnet werden. Eine Stärke des Handbuchs ist es, auch diese eher am Rand empirischer Forschungsvorhaben wahrgenommenen Themen in eigenen Kapiteln zu behandeln und ihre praktische Relevanz zu verdeutlichen.

Der dritte Teil (S. 455–556) widmet sich unter der Überschrift «Forschungsparadigmen in der qualitativen Sozialforschung» in 7 Kapiteln dem typischen Verlauf qualitativer Forschungsvorhaben. Diese unterscheiden sich durch ihre zirkuläre Beziehung zwischen Datenerhebung und -auswertung deutlich von quantitativen Ansätzen. Dieser Teil führt mit Kapiteln zu «Grounded Theory und Theoretical Sampling», «Diskursanalyse» oder «Einzelfallanalyse» exemplarisch in die qualitative Forschungslogik ein.

Die Teile 4 und 5 (S. 557–597; 599–809) «Offene Befragung» und «Standardisierte Befragung» stellen in 5 und 18 Kapiteln verschiedene Befragungsstrategien vor. Der vierte Teil beschäftigt sich u. a. mit Interviewtechniken und der Gruppendiskussion. Die

standardisierte Befragung wird deutlich kleinteiliger behandelt: Von verschiedenen Medien (mündlich, telefonisch, postalisch, online) zu Herausforderungen des Fragebogendesigns, der Antwortskalierung und Indexkonstruktion. Die letzten fünf Kapitel dieses Teils konzentrieren sich auf Befragungen bei speziellen Populationen, wie Mitarbeitenden, Kindern und Jugendlichen, älteren Menschen und Zuwanderern. Sie gehen detailliert auf Fragen der Stichprobenziehung, des Feldzugangs und spezifische rechtliche Aspekte bei der Arbeit mit diesen Populationen ein. Damit sind sie für qualitative wie quantitative Vorgehensweisen von Belang.

Über die Befragung als den Königsweg sozialwissenschaftlicher Datenerhebung geht der sechste Teil (S. 811–994) hinaus und diskutiert in 17 Kapiteln weitere Datentypen. Neben schon lange genutzten Daten wie Textdokumenten, Beobachtungen, Panel- und Netzwerkdaten, werden hier auch bislang wenig beachtete Quellen wie Web Server Logs, Videographie, Gebrauchsgegenstände und technische Artefakte sowie neurowissenschaftliche Daten behandelt. Gerade das letztgenannte Kapitel zeugt davon, dass sich das Handbuch nicht dem Lagerdenken und der oft harschen Ablehnung neuer Ansätze unterwirft, wie sie beispielsweise der Erschließung neurowissenschaftlicher Perspektiven von Seiten der Sozialwissenschaft häufig entgegengebracht werden. Unverständlich ist an dieser Stelle der Verzicht auf ein Kapitel zum Thema Big Data, das sich den Herausgebern zufolge lediglich durch die Menge an Daten abhebe (Baur, Blasius 2014, 56). Diese Definition greift in methodologischer und methodischer Hinsicht zu kurz, auch wenn der sozialwissenschaftliche Nutzen von Big Data umstritten sein mag. Gerade in Anbetracht der Aufmerksamkeit, die das Thema in vielen anderen Disziplinen wie beispielsweise der Ökonomie und der ausserakademischen Praxis erfährt, wäre hier eine detailliertere Diskussion wünschenswert gewesen.

Im siebten und letzten Teil (S. 995–1126) «Datenauswertung in der quantitati-

ven Sozialforschung» wird der Band mit 10 Kapiteln abgeschlossen, die das quantitative Gegenstück zu den in Teil 3 vorgestellten Paradigmen der qualitativen Sozialforschung bilden. Das Kapitel «Multivariate Datenanalyse» stellt den typischen Verlauf einer quantitativen Untersuchung nach der Datenerhebung vor. Die anschliessenden Kapitel führen exemplarisch in weitere Analysestrategien ein, so beispielsweise die Kausal-, Zeitreihen- und Verlaufsdatenanalyse.

Der Aufbau aller Kapitel folgt dem gleichen Schema: Zunächst wird in das Thema eingeführt, Begriffe werden geklärt und eine Verortung der jeweiligen Inhalte im Forschungsprozess wird vorgenommen. Anschliessend werden die zentralen Punkte des Themas diskutiert. In Anbetracht ihrer Kürze können die Kapitel nur die Grundlage für eine informierte Weiterbeschäftigung mit ihren Themen legen. Das gelingt jedoch durchweg gut, nicht zuletzt wegen der durchschnittlich 16 Quellenangaben pro Kapitel. Dabei referenzieren sich die einzelnen Beiträge auch rege gegenseitig. Damit wird es möglich, das Handbuch zu einem interessierenden Thema aufzuschlagen und sich von dort zu weiteren relevanten Kapiteln verweisen zu lassen. Gerade für den Einstieg in eine methodische Fragestellung steigert das den Nutzwert deutlich.

Das Handbuch Methoden der empirischen Sozialforschung positioniert sich als Nachschlagewerk sowohl für Studierende als auch in der praktischen akademischen und ausserakademischen Sozialforschung. Kein sozialwissenschaftlicher Studiengang ist heute in der Lage, vollumfängliche Kenntnisse der Wissenschaftstheorie, quantitativer und qualitativer Erhebungs- und Analysemethoden zu vermitteln. Auch in der arbeitsteiligen und von Spezialisierung geprägten Praxis geht die methodische Übersicht schnell verloren. Beides ist in Anbetracht der Fülle allein der in diesem Handbuch präsentierten Erhebungstechniken weder verwunderlich, noch verwerflich. Es sorgt jedoch für einen Bedarf an effizienten Möglichkeiten, Lücken in diesen Bereichen zu füllen. Mit der Breite

an abgedeckten Themen, die den Forschungsprozess *vor* der Datenerhebung beginnen und seine u. a. ethischen Konsequenzen auch *nach* der Ergebnispräsentation bedenken lassen, füllt das Handbuch eine solche Lücke. Ein vergleichbares Werk mit Fokus auf Erhebungstechniken liegt im deutschsprachigen Raum bislang nicht vor. Weil das Handbuch gerade nicht versucht als Lehrbuch aufzutreten und an vielen entscheidenden Punkten über die rein technischen Aspekte der Datenerhebung hinaus geht, funktioniert es als Nachschlagewerk und wird seinem Titel gerecht.

Literaturverzeichnis

- Diaz-Bone, Rainer und Christoph Weischer (Hrsg.). 2014. *Methoden-Lexikon für die Sozialwissenschaften*. Wiesbaden: Springer VS.
- Diekmann, Andreas. 2014. *Empirische Sozialforschung. Grundlagen, Methoden, Anwendungen*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt-Taschenbuch-Verlag.
- Flick, Uwe, Ernst von Kardorff und Ines Steinke (Hrsg.). 2013. *Qualitative Forschung. Ein Handbuch*. Reinbek bei Hamburg: Rowohlt Taschenbuch-Verlag.
- Schnell, Rainer, Elke Esser und Paul B. Hill. 2013. *Methoden der empirischen Sozialforschung*. München: Oldenbourg.
- Wolf, Christof und Henning Best (Hrsg.). 2010. *Handbuch der sozialwissenschaftlichen Datenanalyse*. Wiesbaden: VS Verlag.

Dipl.-Soz. Tobias Philipp
Universität Luzern
Soziologisches Seminar
Qualitative und quantitative Methoden
CH-6002 Luzern
tobias.philipp@unilu.ch

Coenen-Huther, Jacques : *Quel avenir pour la théorie sociologique ?* Paris : L'Harmattan, coll. « Logiques sociales ». 2015. 235 p.

L'ouvrage de Jacques Coenen-Huther n'a pas pour moindre qualité d'émaner d'un sociologue qui a été un observateur attentif des évolutions de la sociologie au cours du dernier demi-siècle. A partir de cette enviable posture, l'auteur s'empresse de dresser un état des lieux de la sociologie à l'heure actuelle, pour en pointer sans fards les difficultés et les impasses. S'il n'était pas réaliste, fort pertinent et bien informé, le constat dressé par l'auteur pourrait sembler sévère et assez décourageant. En effet, la sociologie semble aujourd'hui en perte de vitesse, et c'est peu dire, en comparaison au rôle majeur qu'elle était amenée à jouer dès les premières décennies de l'après-guerre dans les sociétés occidentales : les fonds alloués à ses recherches et ses enseignements se resserrent, ses filières sont remises en cause, son influence sur la vie publique décline, quant à ses apports épistémiques, ils sont critiqués au cours de polémiques récurrentes. Autant de traits tendant à se répercuter sur le nombre d'inscrits dans ses filières de formation, en stagnation sinon en baisse après des décennies de croissance régulière. Sur le plan institutionnel, et au regard de ces tendances, la sociologie semble donc en recul, un recul frappant et inquiétant pour quiconque a vécu les grandes heures de la sociologie dans l'après-guerre, alors hissée au rang de discipline incontournable pour la construction de l'intelligibilité des sociétés modernes.

Si ces préoccupations sur l'état actuel de la discipline servent à camper le décor, la réflexion proposée par l'ouvrage est avant tout axée sur des questions épistémologiques et méthodologiques, face auxquelles la sociologie semble aujourd'hui, là aussi, en mauvaise posture. Entre la recherche empirique tournée vers l'observation méthodique de situations sociales spécifiques et la théorie sociologique davantage préoccupée par la systématisation et la conceptualisation des connaissances, le fossé semble se creuser

toujours davantage. C'est alors le travail de « conceptualisation », situé à mi-parcours entre la recherche et la théorie qui semble en pâtir. S'ajoute à cela l'abandon du projet visant à concevoir la possibilité d'un cumul des savoirs sur le monde social, assurant une progression de la discipline dans sa capacité à affiner ses connaissances du social ainsi que les théories servant à sa compréhension. A l'idée de cumul des connaissances au cœur d'une discipline unifiée s'est substituée celle d'un pluralisme des paradigmes désormais appelés à se côtoyer, sans chercher à peaufiner une théorisation commune à la sociologie dans son ensemble (pp. 24–26). Pourtant, l'idée d'un cumul des savoirs est allée longtemps de soi : « Avoir vingt ans en 1950, souligne l'auteur, c'était ne pas douter qu'un savoir cumulatif se mettrait progressivement en place et améliorerait peu à peu notre connaissance des mécanismes de la vie en société » (pp. 19–20). Or l'abandon de l'idée de cumul des savoirs plonge la sociologie dans un oubli accéléré de ses apports antérieurs, encourageant la réinvention constante d'un vocabulaire conceptuel dont l'inédit efface l'acquis, alors que les problèmes auxquels cet inédit s'efforce de répondre et les solutions qu'il propose ne sont neufs qu'en surface. Soumise ainsi à l'oubli conceptuel et prise au jeu de l'innovation permanente, la sociologie se prive d'une richesse conceptuelle passée en se condamnant à rejouer les expériences conceptualisées par ses propres soins quelques décennies auparavant. Ainsi, le travail patient de discussion et d'acquisition de sa propre histoire est d'autant moins valorisé que la sociologie se soumet à des impératifs de nouveauté que sa « crise » tend à encourager, en s'échinant à promouvoir de « nouveaux » concepts et de nouvelles théories dont le caractère innovant reste dans le fond très relatif (p. 28). Ainsi, l'auteur prend l'exemple du concept d'« individu pluriel » dont le succès est, à ses yeux, inversement proportionnel aux apports de connaissances réels qu'il autorise, notamment en comparaison avec la théorie des rôles que ce concept a eu pour effet de détrôner – alors même que les éclairages de la

théorie des rôles sont loin d'être négligeables (pp. 39–40). L'impératif de nouveauté frappant la sociologie est d'autant plus prononcé que la discipline est soumise à l'emprise de processus contribuant à définir son agenda et ses modes d'exposition, comme c'est le cas des logiques propres au champ médiatique. La recherche de succès public de la part de sociologues prompts à intervenir en experts ayant réponse à tout sur la scène médiatique renforce cette « hétéronomie » d'une discipline livrée à la logique des effets de mode (pp. 31–32).

A partir de ce constat, Jacques Coenen-Huther propose certaines pistes pour dépasser ces blocages et envisager plus sereinement « l'avenir de la théorie sociologique ». Celles-ci passent tout d'abord, selon l'auteur, par le souci de reconnecter le nécessaire travail de recherche empirique portant sur les multiples situations du monde social et l'exercice de la conceptualisation propre à la théorie sociologique. Une « sociologie qui vaut la peine d'être pratiquée » conceptualise la vie en société de manière à permettre de « jeter un regard neuf sur notre expérience quotidienne mais aussi de prendre la mesure de toutes les contraintes structurelles qui balisent notre existence » (p. 14). Cela passe aussi par un effort visant à dépasser des oppositions paralysantes dans lesquelles la théorie sociologique est enfermée depuis plusieurs décennies, et qui tendent à empêcher de penser la discipline à partir de son projet fondateur. L'opposition fondamentale prise pour cible par Jacques Coenen-Huther est celle opposant, d'une part, la méthode individualiste dont le propre est de prendre l'acteur individuel comme « unité élémentaire de toute analyse » (p. 128) et, d'autre part, la méthode holiste, dont l'attention aux « pesanteurs socioculturelles » et à l'histoire l'amène à rechercher « une entité surplombante ne pouvant être ramenée à l'agrégation de comportements individuels » (p. 154).

En revenant au projet même de la sociologie, qui est de partir ni de l'individu, ni de la communauté, mais de la *relation* et de l'interaction, il est possible de maintenir

l'exigence d'une prise en compte de l'action individuelle sans sacrifier l'intérêt pour les formes d'interdépendance. À l'inverse, la prise en compte de la relation ne cède en rien à l'individualisme puisqu'elle rend compte de processus dépassant l'unité individuelle sans écraser pour autant cette dernière sous des considérations holistes. Ce faisant, c'est le cœur même de la démarche sociologique, attachée à la compréhension des processus relationnels et sociaux qui se trouve réaffirmé. L'avenir de la sociologie ne se situe donc pas dans l'acharnement entêté à renouveler ses concepts en suivant des effets de mode mais dans la réaffirmation de ses fondements, dans une capacité à en repenser les manifestations présentes grâce à la recherche sociale et à la conceptualisation théorique.

Ce faisant, l'auteur revient sur trois concepts clés de la tradition sociologique, ancrés dans cette conception relationnelle, et auxquels la théorie sociologique ne devrait pas renoncer. Le concept de *système* permet de penser la société non pas comme une juxtaposition d'« éléments autonomes », dépourvue de « logique interne » (p. 72), mais comme « un ensemble organisé autour de relations d'interdépendance soumises à certaines règles » (p. 69). Quant au concept de *rôle*, il permet à la fois de comprendre la multiplicité des rôles qu'un individu est amené à jouer et des attentes normatives auxquelles il est amené à répondre, et de saisir ses efforts pour préserver une vie individuelle cohérente grâce à un « dialogue intérieur d'où émerge notre personnalité » (p. 33). Il permet ainsi de préserver l'idée de l'interpénétration de l'individuel et du social. Enfin, le concept de *forme* s'avère tout autant important dans la mesure où il permet de découvrir les « constantes pressenties par le sens commun » de « phénomènes sociaux très divers présentant à la réflexion des mêmes aspects formels » (p. 97), que l'analyse peut donc « détacher du cadre particulier de telle ou telle situation d'interaction » (p. 42).

En revenant sur le constat d'une discipline frappée par l'oubli de sa propre histoire conceptuelle et encline à une innovation

à rebours, l'auteur revendique l'idée d'un cumul des connaissances par la recherche d'invariants sociaux. Au-delà du caractère socialement et historiquement situé de ses recherches, la sociologie devrait s'appliquer à dégager des permanences sous la forme d'invariants. Ainsi, souligne-t-il, « le progrès de la connaissance sociologique passe par la recherche de constantes du comportement humain et de la vie en société. Renoncer à cet objectif condamnerait la sociologie à la stagnation dans la compilation de monographies consacrées à des situations locales » (p. 41). Cette recherche d'invariants du comportement humain constitue « un programme de recherche porteur de perspectives d'avenir » (p. 95). C'est la thèse forte de l'ouvrage et une des clés données par l'auteur à son interrogation sur l'avenir de la sociologie. Cependant, un tel projet ne l'amène pas à nourrir « l'illusion nomologique » (p. 110), la quête positiviste de lois sociales ahistoriques et universelles, dans une volonté de défendre le statut de science de la sociologie, car celle-ci « n'est pas une science mais une discipline, comparable en cela à l'histoire » (p. 13).

L'ouvrage de Jacques Coenen-Huther est une contribution importante au débat actuel sur le rôle de la sociologie et sur son avenir. Sa connaissance encyclopédique de la sociologie, son regard non restreint à une école particulière, sensible à restituer les débats de la discipline dans leur complexité, offrent un éclairage précieux sur l'état actuel de la théorie sociologique. Son postulat consistant à rechercher dans l'histoire de la discipline les ressources de son avenir amène toutefois l'auteur, dans un ouvrage au demeurant riche et complet, à délaisser la question du pourtour de la discipline au regard de ses liens avec les disciplines voisines, comme notamment la philosophie, l'économie sociale et politique, l'histoire, l'anthropologie ou encore la psychologie. Sans doute un des éléments de la crise actuelle de la sociologie tient-il pourtant à sa difficulté à définir ses apports spécifiques face à ces disciplines attenantes, non par déficit d'autodéfinition mais en raison des contrecoups de ses propres succès. En

vertu des apports de la sociologie à l'histoire, au droit, à la science politique, aux études culturelles, et à la philosophie sociale, on trouve aujourd'hui au sein de ces disciplines sans doute plus de sociologie qu'auparavant, et ce succès contribue à alimenter le flou de ses propres frontières.

A cette oblitération du débat sur le pourtour de la discipline fait écho la mise entre parenthèses de la discussion – sans doute constitutive du projet sociologique dès sa naissance – sur ses modes d'autodéfinition face aux questions normatives et à son apport critique – ou non – dans l'activité sociale ordinaire. Aujourd'hui est à nouveau posée la question de savoir si l'avenir de la sociologie passe par son rapprochement avec la philosophie sociale et politique et ses interrogations – comme le proposent certains sociologues à l'heure actuelle, ce qui reviendrait à redéfinir son rôle critique et sa place dans l'espace public non seulement médiatique mais aussi politique. Au contraire, l'avenir de la sociologie passe-t-il par une distance à l'égard des pratiques critiques et des formes d'auto-clarification d'une posture engagée dans les enjeux controversés de la vie publique? L'«avenir de la théorie sociologique» passera sans doute autant par une tentative de donner réponse à ces questions que par le retour renouvelé aux sources relationnelles de son projet et à ses conceptualisations, proposé avec force par Jacques Coenen-Huther dans son ouvrage.

Olivier Voirol
Institut des Sciences Sociales
Faculté des sciences sociales et politiques
Université de Lausanne
CH-1015 Lausanne
olivier.voirol@unil.ch

Dillman, Don A., Jolene D. Smyth & Leah Melani Christian: *Internet, Phone, Mail, and Mixed-Mode Surveys. The Tailored Design Method*. Hoboken, New Jersey: Wiley. 2014. 509 p.

Almost four decades after the first edition of "Mail and Telephone Surveys: The Total Design Method," Dillman, Smyth and Christian offer in this fourth edition again a practical guide, intending to improve the quality of surveys and thus their produced data. To achieve this improvement in survey quality, the authors progressed from the first editions generic "one-size-fits-all" (Dillman et al. 2014, xiii) Total Design Method to more customized data collection strategies: the Tailored Design Method (TDM). This method aims at minimizing potential sources of survey error whilst at the same time encouraging potential respondents through a customized and balanced survey design and by arranging a situation of positive social exchange.

Considering the mutually progressing technological and social change, any valuable survey has to incorporate this progress into its design. Changes relate for one thing to technological innovations and their widespread usage – such as mobile and handheld devices. Moreover as potential respondents are faced with an increased amount of surveys, they become more used to being surveyed and thus tend to reject a survey if it has nothing to offer for them. This is also associated with loss of trust in the authority of surveys. These challenges survey research must face are summarized in chapter one. Whilst in the previous edition displaying an overview of the historical development of the survey research, now this first chapter illustrates more on point the current challenges. The aim of reducing the total survey error (Biemer, Lyberg 2013) is reviewed, especially the four cornerstones of a high quality survey: the minimization of coverage, sampling, nonresponse and measurement errors whilst being faced with numerous constraints (typically scarce resources such as time and money).

Furthermore the holistic TDM is outlined, which is continued in chapter two. Oriented along the question why people do or do not respond to a survey, a set of practical examples and customized survey procedures to increase the response rate is offered (e.g. cover letters, questionnaires). This encouragement to participate is done in addition to the balancing of costs and benefits, particularly by ensuring a situation of positive social exchange and a trustful and respectful relationship between the respondent and the surveyor. The loss of confidence in surveys is making such a positive social exchange to a pivotal element of TDM, which is rooted in the concept of social exchange (e.g. Blau 1964, Homans 1961). This exchange starts a long way before the actual interview situation. The situation-dependent planning of a customized survey process determines the success of the various interlinked social exchange situations. To be considered are the available resources, existing knowledge on the research topic and characteristics of the survey population.

In order to conceptualize such a holistic survey design, the authors focus on supposedly minor aspects of survey design, such as the contacting procedure, incentives or the questionnaire design. “[F]ew, if any, aspects of this process can be ignored when using a tailored design strategy” (Dillman et al. 2014, 16). This effort of customizing survey procedures as far as possible will be rewarded with a higher response rate while at the same time the total survey error is minimized. Thus the third chapter is devoted to the question how to cover and sample the survey population of interest to the research question, and is appropriate for each mode as well as for mixed-mode surveys.

The following four chapters deal with the principles of designing questions and questionnaires and provide practical guidance for their execution. These chapters are generalizable and applicable to various modes. Hence the fourth chapter is devoted to various question formats and the basics of question wording. The fifth chapter

outlines the differences in question wording for open- and closed-ended questions. The sixth chapter contrasts the characteristics of questionnaires that are conducted orally vs visually. Covered are possibilities to align these characteristics of the questionnaire implementation and thus present a similar design to various respondents in a mixed-mode survey. This edition dedicates a separate chapter to this topic, taking novel research findings into account. The seventh chapter deals with question order effects and some possibilities of their pretesting to develop a holistic, coherent questionnaire.

Building upon this the following three chapters cover the specifics of developing and implementing three pivotal survey modes: telephone (chapter eight), web (chapter nine) and mail (chapter ten). Depicting modes split up in individual chapters is novel to this edition. The previous edition discussed web- and mail-based surveys together while the telephone-based surveys were only sparsely noticed. Given the ongoing importance of telephone-conducted surveys, this mode was given a more prominent spot. These three chapters provide an introduction to and a lot of practical advice for implementing both: single-mode as well as mixed-mode surveys.

They also provide the basis for the following eleventh chapter, which illustrates the strength, but also potential pitfalls of the increasingly important mixed-mode designs. Mixed-mode surveys provide a pivotal tool for the customization of surveys and thus an increase of the response rate. In order to minimize measuring inequality between different modes the authors cover e.g. the aligned design of ways to contact and of questionnaires.

Finally chapter twelve highlights some of the pivotal challenges survey research has to deal with and therefore has to renew itself frequently in accordance with the technological and social change.

A nice treat of this edition for instructors and students is the opportunity to download a vast amount of instructional material (e.g. power point presentations, questionnaires)

on the website of the publisher Wiley. Also the table of contents was redesigned and now includes subchapters, which makes navigating the book easier.

Conspicuous are the frequent repetitions across this edition. They are beneficial for a text- and reference book only read partially, as you do not have to navigate back to read previous chapters. But it gets a little bit tiresome if you read it in one go. As a text- or reference book it suffers from the integration of the TDM throughout the books various chapters, rather than focusing more on it in one dedicated chapter as in the previous edition. The current version covers it well in chapter one and two. But especially when used as a textbook for students, a more condensed chapter covering TDM would provide a more useful basis for them.

Compared with German-speaking literature covering the survey research, this book must compete with "Survey-Interviews: Methoden standardisierter Befragungen" by Rainer Schnell (2012). Being a rational choice theorist, Schnell focuses especially on the aspects of costs and benefits, whereas the social exchange theorists Dillman et al. focus on costs and benefits as well, but highlight especially the aspect of mutual trust. Moreover Schnell covers some of the basics of empirical social research stronger and in even more technical detail than the authors. This difference highlights the strength of the practical orientation of Dillman et al.: numerous successful examples are consulted in this related to the practice how-to, covering the implementation of a survey and balancing various types of errors while at the same time customizing the survey to its specific situation and population.

The fourth edition of Dillman et al. is not only an easy-to-read textbook and how-to for the first steps covering practical challenges and problems of survey research. It also works very well as a constantly updated reference book on practical issues for more advanced researchers. Thus it is a great reference book not only for students but also for practicing survey researchers. Its pragmatic

down-to-earth guidelines can be of use in academic as well as non-academic social research. Further it is a recommendation for researchers from various disciplines – not only for sociologists, but also for social workers or educational scientists interested in survey research.

This book does not aspire to cover every possible subject of survey research, but to offer a detailed, balanced and holistic approach to the design of whole survey processes. Highlighted is the importance of good planning and the surveyors' constant trade-offs while customizing the survey design as well as possible. Since the authors are particularly focused on North American survey research, a similarly practical book, customized to the specifics of German-speaking countries, which deals in detail with those seemingly trivial aspects of conducting a survey, would be desirable.

References

- Biemer, Paul P., and Lars Lyberg. 2003. *Introduction to Survey Quality*. Hoboken, New Jersey: Wiley.
- Blau, Peter M. 1964. *Exchange and Power in Social Life*. New York: Wiley.
- Dillman, Don A. 1978. *Mail and Telephone Surveys. The Total Design Method*. New York: Wiley.
- Dillman, Don A., Jolene D. Smyth, and Leah Melani Christian. 2009. *Internet, Mail, and Mixed-mode Surveys. The Tailored Design Method*. Hoboken, New Jersey: Wiley.
- Homans, George. 1961. *Social Behavior: Its Elementary Forms*. New York: Harcourt, Brace & World.
- Schnell, Rainer. 2012. *Survey-Interviews: Methoden standardisierter Befragungen*. Wiesbaden: VS Verlag.

Dipl.-Soc. Caroline Näther
University of Lucerne
Sociological seminar
Qualitative and quantitative Methods
CH-6002 Lucerne
caroline.naether@unilu.ch

Knoll, Lisa (Hrsg.): *Organisationen und Konventionen. Die Soziologie der Konventionen in der Organisationsforschung*. Wiesbaden: Springer VS. 2015. 359 S.

Einleitung

Die Soziologie der Konventionen (kurz SdK) konnte sich seit den 1980er Jahren in Frankreich als nachbourdieusches Forschungsparadigma etablieren. Die bourdieusche Soziologie wurde von Vertretern und Vertreterinnen der SdK als sich dogmatisierend empfunden und es wurde mit Konzepten wie der Konvention, reflexiven Akteuren und auch den Regimes des Engagements versucht, Fragen der Koordination neu zu stellen. Damit einher ging ein Bruch mit den bourdieuschen Konzepten Habitus und Feld. Erste Rezeptionsbemühungen im deutschsprachigen Raum gehen auf Peter Wagner zurück (1993). Die deutschsprachige Rezeption konzentrierte sich in der Folge zunächst stark auf die sogenannte «Soziologie der Kritik», d. h. insbesondere auf das Werk «Über die Rechtfertigung» von Luc Boltanski und Laurent Thévenot (2007). Rainer Diaz-Bone führte dann die SdK als theoretisch breiter abgestütztes Forschungsparadigma in den deutschsprachigen Raum ein (2011, 2015). Das aktuelle Interesse der deutschsprachigen Organisationssoziologie an Konzepten der SdK sieht die Herausgeberin Lisa Knoll in der Entdifferenzierung der Markt- und Organisationsanalyse der SdK begründet.

Beiträge im Sammelband

Der Band ist in drei Teile gegliedert. Nach einer Einleitung durch die Herausgeberin Lisa Knoll werden Beiträge zu Grundbegriffen der Organisationsforschung vorgestellt. Danach sind Beiträge zusammengefasst, welche sich mit Anwendungsfeldern der SdK in der Organisationsforschung beschäftigen. Den letzten Teil bildet ein Beitrag von Raimund Hasse, welcher über die Stellung der SdK als Organisationstheorie reflektiert.

In der Einleitung von Lisa Knoll werden Besonderheiten des Forschungsparadigmas

der SdK und wichtige theoretische Konzepte dieses Paradigmas für die Organisationsforschung vorgestellt.

Im ersten Teil sind Beiträge zu Fragen der Organisationsforschung versammelt. Arjan Kozica und Stephan Kaiser fragen nach dem potenziellen Beitrag der SdK zur Forschung zu organisationalen Routinen. Michael Florian sieht in der SdK Vertrauen als Koordinationskonzept untertheorisiert und plädiert für stärkere Theoretisierungsbemühungen von Vertrauen in der SdK. Jürgen Kädler weist auf eine fehlende Machtkonzeption in der SdK hin. Dadurch laufe die SdK Gefahr, gesellschaftliche Veränderungen, welche durch Macht ausgelöst wurden, ex post als Konventionenverschiebungen zu missinterpretieren. Rainer Diaz-Bone schlussendlich weist auf die eminent wichtige Rolle des Rechts für wirtschaftliche Belange hin. Während im deutschsprachigen Raum die Rechts- und Wirtschaftssoziologie getrennt seien, habe die SdK den engen Zusammenhang zwischen beiden Forschungsgebieten erkannt und könne Forschungsinteressen der Bindestrichsoziologien auf innovative Weise integrieren.

Im zweiten Teil zu Anwendungsfeldern der SdK im Bereich der Organisationsforschung stellen zunächst Regula Julia Leemann und Christian Imdorf Ergebnisse aus ihrer Forschung zur Koordination in Ausbildungsverbünden in der Schweiz vor. Sie können dabei praktische Koordinationsprobleme als Bezug auf unterschiedliche Konventionen rekonstruieren. Ursula Mense-Petermann befragt die SdK auf ihr Potenzial für die Beforschung der Transnationalisierung von Wirtschaftsorganisationen. Sie kommt zum Schluss, dass die SdK in diesem Bereich einen tragfähigen Forschungsansatz darstellt, da er Herausforderungen der Transnationalisierung für Organisationen begreifbar und empirisch untersuchbar machen könne. Lisa Suckert zeigt die Leistungsfähigkeit der SdK am Beispiel des betrieblichen Nachhaltigkeitsmanagements auf. Aus der Perspektive der SdK wird deutlich, warum die Kompromissfigur der Nachhaltigkeit

durch anhaltende Ambivalenz und Aushandlungsprozesse gekennzeichnet ist. Cristina Besio und Uli Meyer verwenden die SdK für die Beschreibung von Kompromissen in Forschungsorganisationen, schlagen aber eine theoretische Erweiterung durch die Verwendung des systemtheoretischen Konzepts der strukturellen Kopplung vor. Michael Grüttner stellt ein Forschungsprojekt vor, welches die SdK für die organisationssoziologische Implementationsforschung fruchtbar machen will. Er fokussiert dabei vor allem auf methodische Aspekte der SdK. Christian Schmidt-Wellenburg untersucht in seinem Beitrag «Konventionen, Felder, Organisationen» Beratung als Forminvestition im Unternehmen und im Feld des Managements. Er kombiniert hierfür Konzepte der SdK mit bourdieuschen Konzepten. Julia Brandl und Katharina Pernkopf beziehen die SdK als Perspektive auf die Anerkennung von Personalarbeit. Sie sehen die Stärke dieser Perspektive im Analyse- und Rekonstruktionspotenzial von lokalen Entscheidungs- und Bewertungsabläufen.

Raimund Hasse nimmt im letzten Teil eine Reflexion zur SdK als Organisationstheorie und deren Potenzial für die Organisationsforschung vor. Er sieht den massgeblichen Beitrag der SdK zur Organisationsforschung in der Kritik von ökonomischen Ausgangsannahmen und lokalisiert Potenzial bei der Erklärung von organisationaler Eigendynamik, vermisst jedoch substantielle Beiträge zur These der Organisationsgesellschaft.

Diskussion

«Organisation und Konventionen» stellt den ersten Sammelband im deutschsprachigen Raum dar, in welchem Beiträge der deutschsprachigen Soziologie zur SdK versammelt sind. Aufgrund dieser Ausgangslage ist die Tiefe der Rezeption lobenswert. Konzepte wie beispielsweise «Augen auf und Augen zu» oder die Regimes des Engagements von Thévenot werden rezipiert, obwohl sie bisher im deutschsprachigen Raum kaum in einschlägigen Beiträgen aufgetaucht sind. Nebst Anwendungen der SdK und der Präsentation

der Leistungsfähigkeit dieses Paradigmas für die empirische Forschung werden hier auch Anfragen gestellt, welche von einer detaillierten Rezeption zeugen. So weist Jürgen Kädtler mit seinem Beitrag zu Macht und SdK auf eine Thematik hin, welche in der SdK in den letzten Jahren zwar aufgenommen wurde, jedoch wohl infolge der Kritik der SdK an Machttheorien von Bourdieu und Foucault dennoch untertheoretisiert blieb. Es bleibt zu hoffen übrig, dass derartige Anfragen und Kritiken an Konzepten der SdK in Zukunft in empirische Forschung übertragen werden und so die SdK um weitere Konzepte bereichern können. Erwähnenswert ist auch der Beitrag von Michael Grüttner, welcher nebst empirischen Ergebnissen die methodische Umsetzung der SdK in den Vordergrund seines Beitrages stellt. Obwohl deutschsprachige Arbeiten zur methodischen Umsetzung der SdK vorliegen, liegt hier definitiv noch Potenzial brach. Zu den von Raimund Hasse vergebens gesuchten substantiellen Beiträgen der SdK zur These der Organisationsgesellschaft kann kritisch bemerkt werden, dass durch die fehlende konzeptuelle Trennung von Organisationen und (restlicher) Gesellschaft für die SdK Organisationen nicht als gegebene Einheiten am Anfang stehen und Gesellschaft sich daher nicht von dieser Koordinationsform her erklärt. Fokussiert wird auf weitreichende Koordinationen, die organisiert sind, Organisationen zur Folge haben können, die aber auch Organisationen und andere soziale Koordinationsmechanismen (wie Märkte) transzendieren, übergreifen und sozial einbetten (vgl. die Beiträge von Diaz-Bone S. 121; Knoll, S. 20).

Eine zukünftige Leistung der deutschsprachigen Soziologie kann auch sein, die heterogenen und (für die Perspektive der deutschsprachigen Soziologie) teilweise lose verbundenen Arbeiten der SdK zu systematisieren und verstärkt aufeinander zu beziehen. Brandl und Pernkopf (S. 320) weisen in diesem Zusammenhang zu Recht darauf hin, dass das Verhältnis von Rechtfertigungsordnungen und Produktionswelten genauer beleuchtet werden müsste. Ein

systematischer Vergleich steht hier trotz des zentralen Stellenwerts beider Konzepte für die SdK noch aus.

Insgesamt ist die deutschsprachige Rezeption der SdK mit der Publikation von «Organisationen und Konventionen» an einem spannenden Punkt angelangt. Nebst der Anwendung von Konzepten der SdK werden zunehmend deutschsprachige Beiträge publiziert, welche den deutschsprachigen Raum als eigenständigen Standort konventionensoziologischer Forschung etablieren. Mit dem Erscheinen von Organisationen und Konventionen ist nun eine weitere Grundlage geschaffen worden für eine breitere Rezeption der SdK im deutschsprachigen Raum.

Literaturverzeichnis

- Boltanski, Luc und Laurent Thévenot. 2007. *Über die Rechtfertigung. Eine Soziologie der kritischen Urteilkraft*. Hamburg: Verlag Hamburger Edition.
- Diaz-Bone, Rainer (Hrsg.). 2011. *Soziologie der Konventionen. Grundlagen einer pragmatischen Anthropologie*. Frankfurt: Campus.
- Diaz-Bone, Rainer. 2015. *Die «Economie des conventions»*. *Grundlagen und Entwicklungen der neuen französischen Wirtschaftssoziologie*. Wiesbaden: Springer VS.
- Wagner, Peter. 1993. Die Soziologie der Genese sozialer Institutionen. Theoretische Perspektiven der «neuen Sozialwissenschaften» in Frankreich. *Zeitschrift für Soziologie* 22(6), 464–476.

Raphael Vogel
Universität Luzern
Soziologisches Seminar
CH-6002 Luzern
raphael.vogel@unilu.ch

Ossipow, Laurence, Marc-Antoine Berthod & Gaëlle Aeby: *Les miroirs de l'adolescence*. Lausanne: Antipodes. 2014. 368 p.

Cet ouvrage est issu d'une étude ethnologique menée au sein de trois structures éducatives genevoises concernant le placement en institution d'adolescents âgés de quatorze à dix-huit ans. Il s'adresse notamment aux professionnels directement liés à la réalité de l'adolescence, puis aux sciences sociales.

Le but de cette étude est d'offrir un éclairage sur la transition à la vie adulte des jeunes placés, à travers les aspects de la vie quotidienne des foyers, les enjeux relationnels qui s'y développent et les projets individuels inhérents à chaque adolescent, tous ces éléments s'inscrivant dans une vie communautaire.

Étant donné que la prise en charge éducative prend généralement fin à l'âge de dix-huit ans, la notion d'autonomie, que les auteurs mobilisent de façon régulière dans ce livre, est un aspect fondamental de l'accompagnement éducatif. Et puisque ces futurs adultes vont rentrer activement dans la vie de la Cité après leur séjour en institution (le retour en famille n'étant que peu fréquent), les enquêteurs mettent également en avant la notion de citoyenneté et observent comment celle-ci s'inscrit dans les représentations et les interventions des jeunes et des équipes éducatives au sein de ces trois foyers.

Les apprentissages qui s'opèrent en institution sont ponctués par des événements ritualisés (tels que les fêtes calendaires, les réunions, ...) que les enquêteurs identifient à des «rites». Ainsi, les auteurs de cet ouvrage, à travers différents chapitres thématiques, présentent-ils le travail éducatif en institution non seulement sous les angles de la citoyenneté et de l'autonomie, mais aussi sous celui des rites.

L'enquête se base sur l'immersion dans la vie quotidienne des trois structures éducatives à travers une observation directe et des entretiens avec les éducateurs et des jeunes.

On retrouve, tout au long de la lecture, une alternance entre description, réflexions

et analyse des auteurs sur les sujets traités, illustrées par des extraits d'entretiens et complétées par des vignettes reproduisant certaines notes de terrain. Le traitement et l'interprétation de ces données ont été réalisés par l'ensemble des enquêteurs, et en transparence avec les équipes éducatives.

Tout un travail de préparation a été effectué en amont afin que ces structures puissent ouvrir leurs portes à des observateurs extérieurs. Cette étude a donc été réalisée dans la confiance, le respect et la collaboration de chaque acteur. Le défi pour les chercheurs a été de passer du temps sur le terrain et de mener des observations sans toutefois interférer dans les interventions éducatives, sans se substituer aux éducateurs ou s'associer aux jeunes.

Afin que le lecteur puisse identifier comment les auteurs développent leur analyse autour des trois principales thématiques (autonomie, citoyenneté et rites) qui s'articulent dans ce cadre de vie institutionnelle, ceux-ci prennent soin de décrire les institutions où ils ont mené cette enquête, la vie quotidienne au sein de celles-ci et de présenter les objectifs éducatifs et les types de placements (public, civil et pénal).

Les trois institutions sont qualifiées d'internats ouverts. En effet, ce sont des lieux d'hébergement, les jeunes ayant une activité scolaire ou professionnelle à l'extérieur du foyer. La prise en charge éducative, pour les adolescents placés publiquement et civilement, s'achève à la majorité (au maximum à dix-neuf ans), alors qu'elle peut se prolonger jusqu'à vingt-deux ans pour les placements sous mandat pénal.

Le placement en institution a pour objectif de préparer les jeunes à la vie d'adulte. Le foyer offre en effet un cadre et un accompagnement éducatif grâce auxquels ils peuvent expérimenter et développer leurs capacités d'autonomie tout en bénéficiant d'un filet de sécurité. Différents aspects vont permettre d'observer et d'apprécier cette progression, qui se décline dans plusieurs domaines, notamment : le lever, la préparation de repas, la gestion d'un budget, la lessive, le nettoyage,

le respect de l'hygiène en chambre et dans les espaces collectifs, le respect de soi et des autres résidents, le respect du cadre et des règles du foyer et, plus largement, celui des règles et lois sociales.

Il est à noter que, si les adolescents évoluent dans un cadre collectif, chaque résident est soumis à des objectifs personnels sous forme de contrat. Celui-ci correspond à la fois aux attentes du jeune vis-à-vis du placement mais aussi aux attentes de l'institution vis-à-vis de lui. Ces objectifs, qui sont autant d'indicateurs de la progression de l'autonomie, servent de fil rouge tout au long du séjour. Ils peuvent toutefois évoluer et/ou se renouveler en fonction des situations et ils doivent être adaptés à un principe de réalité. En effet, ceux-ci ne doivent pas être trop ambitieux ; ils doivent permettre aux jeunes de s'approprier de manière cohérente leur avenir scolaire ou professionnel et celui de citoyen dans la cité.

L'autonomie, telle que les éducateurs la définissent, consiste également en l'apprentissage des compétences des jeunes à faire des choix (activités professionnelles, scolaires, loisirs, relations etc.), à être capable de mobiliser toutes les ressources (personnelles ou externes) nécessaires à leur développement et à identifier leurs besoins. Enfin, le travail sur l'autonomie permet de favoriser une prise de recul quant aux situations personnelles et familiales des adolescents.

La notion de « rite » apparaît en filigrane au fil des chapitres. Cette thématique est intéressante car elle permet de porter un regard, une réflexion, sur les différentes pratiques

institutionnelles. Les auteurs identifient ainsi plusieurs événements dans la vie quotidienne qui mobilisent particulièrement cette notion, celle-ci permettant de donner du sens aux actions entreprises et de délimiter des espaces particuliers. Ils se réfèrent notamment aux moments de réunion hebdomadaire qui ont lieu dans chaque institution, aux fêtes calendaires telles que les anniversaires ou Noël, aux départs, aux sorties collectives telles que le cinéma ou le bowling, et aux camps.

La citoyenneté est également une question que les auteurs mobilisent de façon récurrente au fil de la lecture. En effet, il s'agit là aussi d'une thématique intéressante puisque la mission du placement consiste à favoriser l'inscription des jeunes dans la vie citoyenne. Il s'agit également d'une attente politique et sociétale, puisque des budgets importants sont investis dans les institutions éducatives. Les enquêteurs insistent, en particulier, sur la manière dont la citoyenneté s'exerce dans les moments de rites décrits plus haut.

En se référant à la notion de miroir, les auteurs proposent, en fin de compte, la restitution d'une image du placement juvénile sous l'angle de la démarche anthropologique, cette dernière permettant de s'interroger, à travers un regard externe, sur des pratiques professionnelles, à l'interne. Les miroirs peuvent être également considérés comme l'ensemble des expériences des jeunes dans leur transition à l'âge adulte en se servant des modèles qu'ils ont à disposition.

Bien accueillie par les professionnels et les jeunes concernés par les trois structures de cette enquête, cette étude aura permis aux équipes éducatives de prendre du recul sur leurs pratiques professionnelles et de faire ainsi évoluer leurs outils pédagogiques. Aux jeunes, elle offre l'opportunité de fournir un témoignage concret sur leur expérience en institution dans l'espoir de faire évoluer les préjugés courants, qui ont tendance à les réduire à des délinquants ou à des individus violents.

L'ouvrage permet également de mettre en relief toute la complexité et l'ambivalence qui persiste entre, d'une part, les moyens que l'on engage pour la protection de la jeunesse à travers les différents types de prise en charge et, de l'autre, le fait que ces moyens prennent fin, de manière assez abrupte, dès lors que nos mineurs atteignent la majorité civile.

Quant aux limites de cette enquête, elles concernent notamment le fait que celle-ci n'a pas atteint de foyers mixtes dont la présence éducative est continue et que les trois institutions étudiées (dont deux sont soumises à

la même direction) appartiennent toutes à l'Astural. C'est pourquoi il serait sans doute intéressant d'élargir la recherche à d'autres structures et cantons afin d'identifier d'autres dynamiques relationnelles, professionnelles, institutionnelles, de connaître le point de vue d'autres jeunes, d'autres équipes et d'autres directions et d'identifier comment les politiques cantonales peuvent influencer les pratiques de prise en charge éducative.

Enfin, il serait intéressant d'étudier ce que deviennent les jeunes après leur placement en institution. Les auteurs le disent d'ailleurs : il serait important de pouvoir mesurer les effets de la prise en charge éducative sur les parcours de vie qui suivent ces séjours en foyer.

Mais, pour l'heure, on ne peut que se réjouir de l'important travail de recherche effectué par les auteurs du présent ouvrage, lesquels décrivent et analysent, de façon pertinente, les enjeux, l'ampleur et le défi de la prise en charge éducative à travers les trois institutions dans lesquelles ils se sont immergés. Grâce à leur engagement personnel et à la qualité de leur analyse, le lecteur bénéficie d'une lisibilité intéressante sur le travail social exercé auprès d'adolescents placés en institution à Genève.

Steffanie Perez
Département de Sociologie
Université de Genève
CH-1205 Genève
stephanie.perez@etu.unige.ch

Rolle, Valérie & Olivier Moeschler : *De l'école à la scène. Entrer dans le métier de comédien·ne*. Lausanne : Editions Antipodes. 2014. 222 p.

Les conditions d'entrée dans un métier réputé précaire et la période transitoire entre formation et profession artistique sont des terrains sous-investigués en Suisse. L'enquête de Valérie Rolle et Olivier Moeschler apporte donc une contribution importante à l'analyse sociale des métiers artistiques et de la for-

mation professionnelle initiale. *De l'école à la scène* est le produit d'une enquête réalisée dans une école de théâtre, la Manufacture, sise à Lausanne. A partir d'une population restreinte de soixante individus, les sociologues couvrent de façon exhaustive les quatre premières promotions issues de l'école, entre 2006 et 2010. A l'intersection d'une sociologie des arts, de la culture et du travail, la recherche prend appui sur une méthodologie mixte et s'ordonne autour de six chapitres qui pourraient être synthétisés en trois grands axes analytiques : la fabrique des comédien·ne·s, l'entrée dans le métier et le maintien par la diversification.

Dans les deux premiers chapitres du livre, « étudier les arts, explorer le théâtre » et « fabriquer des comédien·ne·s », les auteur·e·s prennent appui sur des enquêtes antérieures pour montrer comment la position sociale des apprenti·e·s comédien·ne·s s'inscrit dans plusieurs paradoxes (caractère vs. malléabilité, singularité vs. exemplarité, entrepreneuriat vs. interdépendance). Le « problème social » de l'insertion professionnelle est finement analysé : Valérie Rolle et Olivier Moeschler montrent en effet que cette question émerge en même temps que le processus de réforme de l'enseignement supérieur européen et qu'il touche une catégorie, « la jeunesse ». La division entre jeunes et vieux permet de produire un ordre et d'imposer des limites à l'intérieur du champ. Celui du système théâtral a aussi ses lois spécifiques, comme le montrent les auteur·e·s en abordant le rapport entre les comédien·ne·s qui sont sortis de la Manufacture et les autres, notamment les représentant·e·s, plus âgé·e·s, d'un théâtre « traditionnel ». Socialement et culturellement bien doté·e·s, les étudiant·e·s de la Manufacture ne doivent pas pour autant être de « bons élèves ». Dans cette école, on

cherche des « créateurs », des « personnalités » suffisamment malléables, toutefois, pour s'inscrire dans une « mouvance théâtrale » aussi qualifiée de « famille esthétique » (p. 58). Le patrimoine n'est transmis qu'à ceux et celles qui sont jugé·e·s dignes d'être élu·e·s.

Les chapitres trois et quatre, « trouver des engagements » et « se faire élire » abordent précisément la question des conditions sociales de cette élection. L'engagement est défini selon trois idéaux : l'idéal intermittent, l'idéal de la troupe et l'idéal artistique, eux-mêmes articulés à trois rhétoriques, expérientielle, déontologique et ascétique (p. 129). La triple dimension (économique, relationnelle et esthétique) de la catégorisation proposée éclaire les savoir-faire et savoir-être développés dans les deux derniers chapitres du livre (« savoir collaborer » et savoir « diversifier pour durer »). La polyactivité apparaît comme une nécessité pour se maintenir dans le métier. Dans ces conditions, comme le soulignent les auteur·e·s, les comédiennes, dont la présence est surnuméraire sur le marché, sont confrontées à une concurrence et au système de distribution des rôles fondé sur un naturalisme qui ne garantit ni l'égalité ni leur maintien dans le métier.

Au final, l'étude de cas produite par Valérie Rolle et Olivier Moeschler fait bénéficier la sociologie des professions artistiques d'un apport significatif : cette enquête de terrain, inédite en Suisse, éclaire les présupposés sociaux de la transition de l'école à la scène en ouvrant la boîte noire de la fabrique des comédien·ne·s.

Najate Zouggari
Institut des Sciences Sociales
Université de Lausanne
CH-1015 Lausanne
Najate.zouggari@unil.ch